



Déclaration du 8e congrès de l'Union syndicale Solidaires

La crise sanitaire a mis au grand jour les conséquences des politiques néolibérales de casse des services publics, en particulier de santé, que nous dénonçons depuis de nombreuses années. Nous voyons très clairement que le gouvernement et les capitalistes ont décidé de profiter de la période pour accélérer la destruction et la vente de nos biens communs. Dans le même temps les profits explosent, notamment ceux liés aux activités de l'industrie pharmaceutique. La loi du profit n'a jamais été aussi forte. Ce sont les femmes, les plus précaires, les sans-papiers, les privé·e·s d'emplois, les jeunes et les retraité·e·s qui en sont les premières victimes. Cette pandémie se produit dans un contexte international de rééquilibrage des puissances impérialistes, centré principalement sur l'affrontement Chine-Etats-Unis.

Dans une volonté affirmée de maintenir l'ordre social par tous les moyens, l'État autoritaire enchaîne les mesures liberticides inacceptables, y compris d'exceptions comme le pass-sanitaire, en renforçant les racismes et justifiant les violences policières. Nous continuerons à la combattre et à porter notre solidarité contre la répression qui s'intensifient contre les militant·e·s.

A la crise sociale, aux attaques contre la démocratie et aux droits des travailleuses et travailleurs, s'ajoute une crise écologique majeure. Le capitalisme détruit les écosystèmes et est à l'origine de la crise climatique actuelle qui s'accélère. Il met ainsi l'humanité au pied du mur. Un changement radical dans nos modes de production et de consommation est indispensable. Les capitalistes anticipent déjà un monde totalement déstabilisé où les nouvelles crises alimentaires et migratoires toucheront des centaines de millions d'humain·e·s menacé·e·s dans leur existence. Nous allons à notre niveau proposer et accompagner la mise en œuvre de solutions écologiquement et socialement justes.

Organiser massivement les travailleuses et les travailleurs, dans une structure qui défend notre classe sociale, qui cherche à développer une démocratie concrète et à lutter contre toutes les dominations et oppressions est plus indispensable que jamais, qui plus est au moment où des nouvelles attaques contre nos droits sociaux arrivent, avec la « contre-réforme » de l'assurance chômage au 1^{er} octobre qui va toucher des centaines de milliers de chômeuses et chômeurs et la menace d'un nouveau retour de la casse de nos retraites.

La période que nous traversons, en particulier la crise sanitaire, sociale et écologique, met nos syndicats et nos structures collectives à rude épreuve. La pandémie a pu déstructurer nos collectifs de travail et nos collectifs militants. L'impossibilité de se voir physiquement, des situations nouvelles se succédant rapidement obligeant à des positionnements rapides, des réalités locales ou sectorielles très différentes ont complexifié nos prises de décisions. Notre Union repose sur des principes et pratiques démocratiques qui nous servent de garde-fou.

Notre congrès a permis de se doter de positions et de revendications pour agir. Nous avons décidé d'une campagne d'urgence pour l'automne 2021 axée sur l'augmentation des rémunérations. Nous allons construire une campagne de fond sur le long terme, « partageons le travail » qui doit permettre de porter des alternatives aux aliénations et destructions actuelles. Elle est centrée sur le partage du travail et la baisse du temps hebdomadaire avec les 32h.

C'est en réaffirmant nos valeurs et renforçant nos revendications comme ce congrès nous l'a permis que nous serons plus fort·e·s encore. Nous continuerons de soutenir les mouvements sociaux au sens large, de participer à des collectifs, qu'ils soient intersyndicaux ou permettant une alliance comme avec le collectif Plus Jamais Ça. Nous l'avons toujours dit, notre Union syndicale est un outil au service de la défense des travailleuses et travailleurs, des luttes et de la transformation sociale. L'urgence de la situation sociale et écologique se combine avec un débat public dans lequel des positions et des propositions racistes et fascistes s'affirment de plus en plus. Nous luttons contre ces expressions partout où elles se manifestent. La prise du pouvoir politique par l'extrême-droite est une réelle menace.

Cette situation inédite pour nos générations nous oblige à réfléchir à l'ensemble des réponses pour faire face, notamment aux liens plus étroits à développer avec les autres syndicats de lutte et de transformation sociale, sans présupposés. Se fédérer, discuter de la possibilité de la recomposition intersyndicale à la base, dans les territoires et les secteurs, ne doit pas être tabou. Il nous faut réfléchir à la façon d'être le plus efficace pour gagner. L'Union syndicale Solidaires ne construira pas des rapprochements seule et nous verrons si d'autres structures souhaitent partager cette démarche.

En attendant, notre Union est un outil indispensable pour faire face dans la période. Alors que les périls sociaux et écologiques n'ont jamais semblé aussi grands, les inégalités et discriminations n'ont jamais été aussi abyssales, notre ennemie mortelle, l'extrême droite, n'a jamais été aussi forte depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous mettrons toute notre énergie pour faire grandir notre union, augmenter nos capacités de défense de l'ensemble des travailleuses et travailleurs et nous investir dans la bataille pour aller vers une société plus juste, plus humaine, et plus démocratique. L'Union syndicale Solidaires reste plus que jamais mobilisée dans les luttes féministes, lgbtq+, contre tous les racismes et toutes les formes d'oppressions. Le 5 octobre, journée de grève interprofessionnelle à laquelle nous appelons activement, est ancrée dans cette dynamique.

Saint-Jean-de-Monts, le 30 septembre 2021